TERMES DE REFERENCE

Outcome 3 :	La redevabilité sociale, financière et électorale a progressé à travers le renforcement des institutions de régulation et de contrôle.
Output 3.1	Les institutions de régulation et de contrôle respectent leurs obligations en matière de redevabilité et améliorent la qualité de leurs prestations
Ind 3.1.5 :	Nombre de recommandations formulées
Activité: ***A.3.1.5.1***	***Élaboration de rapports alternatifs en 2022 et 2023 sur l'exécution du Budget de l'État et dans les secteurs de l'Éducation, de l'Eau et de la Santé.***
Ligne budgétaire :	3.1.6.1

Table des matières

I- Contexte et justification 3
II- Objectifs 4
III- Résultats escomptés 4
IV- Produits attendus 5
V- Orientation méthodologique 5
VI- Public cible 7
VII- Mission / mandat et tâches du consultant 7
VIII- Profil du consultant 7
IX- Durée de la mission 7
X- Dossier de candidature 8
XI- Suivi et supervision 8
XII- Financement 8
XIII- Grille d'évaluation des offres 8

I- Contexte et justification

Le Benin a fait des progrès significatifs en termes de transparence financière comme illustré par les divers résultats de l'enquête du budget ouvert, devenant ainsi depuis 2019 l'un des pays les mieux classés d'Afrique. Ces progrès concordent avec la transition d'un budget en mode moyen à un budget en mode programme et l'ensemble des réformes en finances publiques mises en œuvre dans le cadre des directives de l'UEMOA. Des réformes qui visent à encourager la performance mais aussi la lisibilité budgétaire. Cette ouverture budgétaire s'est également confirmée en matière de participation citoyenne où le Bénin venait en 2ème position après la République Démocratique du Congo avec une notation de 24/100 contre une moyenne mondiale de 14/100. Malgré ces progrès, la perception reste que le budget demeure toujours un document technique et son suivi semble réservé aux experts des finances publiques.

Le peu d'organisations de la société civile (OSC) qui travaillent sur la budgétisation nationale se concentrent sur les aspects de transparence et notamment la disponibilité de l'information, sans forcément se focaliser sur la facilité d'utilisation de ces données budgétaires. Cette fonctionnalité limitée des données fournies sur le budget et les dépenses limite les opportunités de plaidoyer budgétaire et amplifie les difficultés des OSC à suivre les progrès des gouvernements par rapport à leurs engagements. Elles disposent néanmoins de plus en plus de capacité à comprendre le cycle budgétaire et à faire une lecture globale du budget ; mais elles manquent d'expertise pour effectuer des analyses des dépenses et les comparer aux résultats réels des services fournis. Or le budget national peut fournir des informations à la société civile, et au grand public sur les priorités de dépenses du gouvernement.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Lutte contre l'Impunité et au Renforcement de l'État de Droit mis œuvre par Transparency International et Social Watch Bénin avec les appuis de l'Union européenne et de la Coopération Suisse, il est prévu un renforcement de la société civile en matière de demande de redevabilité financière basée sur des évidences. Il s'agit entre autres de former une masse critique au sein de la société civile pour lire les lois de finances, les données économiques du pays, etc. A la suite de ce renforcement des capacités, il sera élaboré en 2022 et en 2023, un rapport alternatif sur le Budget de l'Etat portant sur des secteurs prioritaires comme l'éducation, la santé, l'eau.

A cet effet, Social Watch Bénin regroupera une vingtaine d'acteurs d'OSC afin de consolider le groupe de suivi budgétaire de la société civile qui produira des revues alternatives sur la gestion du budget de l'État.

Les présents TDR sont élaborés pour préciser les objectifs, les résultats attendus, la démarche méthodologique ainsi que le profil du consultant requis pour l'accomplissement de la mission.

II- Objectifs

Les objectifs principaux de la présente activité sont de :

- renforcer les capacités et d'accroître les compétences du groupe de suivi budgétaire de la société civile pour effectuer une analyse stratégique, claire et informative du budget national du Bénin à travers des ateliers d'écriture collective,
- de diffuser les résultats pour informer le public sur l'allocation et l'utilisation des fonds publics d'une façon générale mais aussi spécifique à certains secteurs sociaux (eau, éducation, santé et état civil).

De manière plus spécifique, elle a pour but :

- de constituer une étude de référence pour le suivi et l'évaluation du budget dans des secteurs spécifiques ;
- de contribuer au renforcement de la transparence et de la redevabilité ;
- d'explorer l'effectivité des politiques publiques ;
- de contribuer à l'orientation technique des politiques ;
- de disséminer les résultats auprès du gouvernement, des partenaires au développement et autres OSC ;
- de renforcer les compétences techniques des OSC en matière de suivi budgétaire, d'analyses pointues et de dissémination élargie.

III- Résultats escomptés

Le groupe d'acteurs de suivi budgétaire de la société civile est outillé pour suivre, analyser et présenter les données budgétaires annuelles clés dans un rapport de haute qualité qui est pertinent et crédible au niveau national, dans un format attrayant et compréhensible de tous avec notamment des infographies, permettant de présenter ainsi les résultats des politiques publiques et de renforcer la redevabilité.

Au terme de la mission, les résultats suivants seront atteints :

- le groupe de suivi budgétaire de la société civile s'est approprié une méthodologie de travail afin de produire un rapport commun dans le but de contribuer au plaidoyer pour l'efficacité des dépenses publiques ;
- un rapport alternatif est produit une fois par an sur les finances publiques dans les secteurs de l'eau, éducation, santé et état civil en 2022 et en 2023.

- Des propositions et recommandations sont faites avec des pistes pour des actions de plaidoyers et d'interpellation.

IV- Produits attendus

Les livrables attendus de l'activité sont :

- Une note méthodologique d'élaboration de revues alternatives sur les finances publiques est produite et disponible ;
- Un rapport de formation des OSC de la coalition sur les finances publiques ;
- Deux rapports alternatifs produits sur les finances publiques relatives à un ou deux secteurs cibles annuellement en 2022 et 2023.

V- Orientation méthodologique

La mission sera conduite par un consultant / cabinet qui sera recruté sous un appel d'offres ouvert. Le consultant / cabinet retenu sera chargé de conduire tout le processus de renforcement de capacités des OSC, appuiera la collecte de données avec les acteurs et assurera l'élaboration du rapport 2022 et 2023. Ceci, dans une vision de constituer une expérience dans la durée avec la coalition des OSC dans ce type de processus.

La méthodologie de la session de renforcement de capacités sera basée sur l'approche du « faire-faire » afin de s'assurer que la coalition s'approprie la méthode de travail et que les résultats soient reconnus, crédibles et duplicables. Le consultant sera chargé d'organiser des ateliers de travail avec les principaux acteurs afin de définir et de s'accorder sur la méthodologie, les outils, le contenu des livrables et l'approche de dissémination.

Il sera organisé une session de renforcement de capacités avec les OSC au plan national sur le suivi budgétaire.

La mise en œuvre de la méthodologie de renforcement de capacités sera adaptée en tenant notamment compte :

- du niveau de formation des représentants des OSC du groupe de suivi budgétaire sur les questions macro-budgétaires mais aussi en analyse sectorielle ;
- des outils et du mécanisme de collecte de données ;
- du temps nécessaire à la collecte, au traitement et à l'analyse des données.

De nos prospections, il sera envisagé de travailler avec les compétences nationales dans le souci de mettre en place un mécanisme national durable pour des analyses alternatives des politiques publiques.

A la suite de ce renforcement des capacités, il sera élaboré en 2022 et en 2023, un rapport alternatif sur ***les secteurs de l'Éducation, de l'Eau et de la Santé*** pour les

gestions 2021 et 2022. Dans le but de mettre en place une équipe pérenne, le travail se fera avec le cabinet / personne ressource qui sera retenu sur 2022 et 2023.

Le consultant / cabinet devra assister les équipes dans la production du rapport en proposant une méthodologie de travail (incluant l'analyse général mais aussi proposer l'analyse d'au moins un secteur social en occurrence celui de la santé), en faisant la relecture des différentes versions du document et en orientant les analyses effectuées. Les OSC du programme FoSiR et les groupes thématiques de social Watch participeront à la collecte de données pour réaliser ces rapports alternatifs.

Les résultats de l'étude devront être présentés dans le cadre d'une ou de plusieurs sessions de restitution aux principaux acteurs.

A la fin de la mission, et ceci pour chaque année, le rapport provisoire sera amendé à la suite d'un Atelier de validation. Le rapport alternatif fera, au mieux, des recommandations. Et ce sont ces recommandations qui seront présentées aux autorités et suivies par les OSC du groupe suivi budgétaire. Le rapport restera un outil de plaidoyer et d'attention qui sera transmis aux autorités concernées.

Les rapports élaborés et leurs synthèses seront édités et publiés au cours d'une cérémonie de lancement avec une conférence de presse de lancement officiel.

Une mission de vulgarisation sera conduite pour exposer le contenu des rapports au niveau de services déconcentrés de l'Etat et les rencontres se tiendront au niveau des préfectures.

Spécifiquement à une année :

- Renforcement des capacités méthodologiques ;
- Collecte de données documentaire se fera à travers divers documents dont :
    - Le PAG 2 ;
    - Les documents de mise en œuvre du PAG 1 ;
    - Les documents de politique publique nationale en matière de santé;
    - Les documents de reformes du secteur de la santé ;
    - Les rapports d'activités des promoteurs FoSIR ayant contribué aux résultats du secteur de la santé ;
- Une analyse des données pour apprécier les réformes annoncées au regard des ressources financières allouées au secteur et des points d'exécution ;
- Les recommandations des citoyens suite à cette analyse de la mise en œuvre des réformes dans le secteur ;

- Les probables points et stratégies de plaidoyer / interpellation pour un secteur sanitaire plus efficace, performant et accessible au citoyen ;
- Participation à l'atelier de validation du rapport alternatif ;
- Etc.

VI- Public cible

La sélection des participants se fera par appel à candidature. Un formulaire de candidature sera conçu à cet effet.

Les acteurs de la société civile intéressés par cette formation devront remplir le formulaire de candidature, en y joignant :

- Les travaux de référence de leur organisation en lien avec le suivi budgétaire ;
- Une lettre de recommandation du responsable de l'organisation ;
- Le CV du Candidat.

VII- Mission / mandat et tâches du consultant

Le cabinet ou le consultant aura comme mission :

VIII- Profil du consultant

La mission sera conduite par un consultant individuel (ou un cabinet) avec les qualifications et l'expérience suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (Bac+5) en gestion en finance, politique publique, gestion publique ou tout autre diplôme équivalent ;
- Être disponible conformément à la période de réalisation de la mission ;
- Avoir une bonne connaissance du processus budgétaire et des documents budgétaires ;
- Avoir une expérience d'au moins 5 ans dans la pratique nationale et internationale dans les domaines de la GFP, de la budgétisation des programmes, de l'évaluation et des rapports dans le secteur public ;
- Avoir travaillé avec au moins une organisation de la société civile sur des questions de suivi budgétaire ;
- Avoir de préférence au moins un contrat similaire rempli avec succès sur la budgétisation en mode programme, et l'évaluation du programme / performance ;
- Avoir une excellente maîtrise du français et une bonne connaisse des outils informatiques (Word, Excel notamment)

IX- Durée de la mission

La durée maximale d'exécution de la mission, répartie sur 2022 et 2023 est de 35 jours.

X- Dossier de candidature

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

a) Un Curriculum Vitae (CV) détaillé (Expérience de travail du cabinet et CV des membres de l'équipe) ;
b) Les copies des diplômes ;
c) Preuves ou attestations d'exécution de travaux d'études sur la thématique des finances publiques ;
d) Une proposition d'offre technique assortie méthodologie (y compris les grandes lignes du renforcement de capacités des OSC), des outils, du chronogramme et de compréhension de la mission;
e) Une proposition financière pour la durée de la mission.

N.B : Les dossiers peuvent être déposés au secrétariat administratif de Social Watch Bénin ou envoyés à l'adresse appel@socialwatch.bj au plus tard le mercredi 25 mai 2022 à 17heures avec la mention en objet : ***« Recrutement d'un Consultant pour l'appui à l'élaboration de rapports alternatifs sur les finances publiques »***

XI- Suivi et supervision

Le suivi et la supervision seront assurés par l'équipe du programme PALIRED et GFA. La DDC pourrait au besoin prendre part à certaines étapes de l'activité.

XII- Financement

Le financement de l'activité est assuré par la ligne A.3.1.6.1 du financement de la DDC au programme PALIRED.

XIII- Grille d'évaluation des offres

	Critères	Notes maximales
1- CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE	Un curriculum vitae détaillé comprenant les expériences de mission similaires et les coordonnées de deux références	15
	Copie diplôme ou des diplômes	5
	Attestation de bonne fin de travaux ;	10
	Offre financière (Une estimation de coût sur la base d'un taux journalier et du nombre de jours)	10
	Total 1	**40**
2- EXPERTISE	Expériences dans le domaine de la mission (CV ou expériences du cabinet)	10
	Copies d'attestations de bonne fin (nombre et rapport avec la mission)	5
	Copies des diplômes (voir TDR)	10
	Total 2	**25**

3- CAPACITE TECHNIQUE	Compréhension de la mission *(voir TDR)*	10
	Méthodologie (Un bref aperçu de la manière dont le travail sera abordé et les méthodes qui seront employées)	20
	Calendrier indicatif (Chronogramme selon les TDR)	5
	Total 3	35
	TOTAL	**100**
Rang / Offre technique		
Montant de l'Offre financière (Les offres financières seront évaluées selon le principe du mieux disant)		

Grille d'évaluation des offres (suite)

N° affecté	Soumissionnaires	Montant HT	Offre Financière		Offre Technique		Total	Rang
			Notes	20%	Notes	80%	100%	
1								
2								
3								
4								